

## COLLECTE DES SIGNATURES DES ÉLECTEURS

Vers la dispense du MSP,  
de Nahda et d'El Islah

*Au MSP, on dit attendre la confirmation de ce qui aurait été décidé en haut lieu quant à la dispense des membres de l'Alliance de l'Algérie verte, en vue des prochaines élections législatives, de l'obligation de collecte des signatures d'électeurs, là, bien entendu, où chacun d'eux n'a pu avoir les 4% des suffrages exprimés lors des dernières élections législatives, comme le stipule une disposition du nouveau code portant régime électoral.*

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Autant il peut faire montre d'opiniâtreté, voire d'entêtement à défendre ses projets de lois, autant le gouvernement peut, à n'importe quel moment, faire œuvre de bienséance et de disponibilité à «tordre le cou» à ces mêmes lois.

En effet, selon un directeur central au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, chacun des partis du triumvirat islamiste peut se prévaloir des 4% ou plus des suffrages exprimés obtenus en groupe lors des élections législatives du 10 mai 2012.

Ce qui les dispenserait de l'obligation de collecte des 250 signatures d'électeurs de la circonscription électorale concernée pour chaque siège à pour-

voir, cela si, bien entendu, ils ne disposent pas également d'au moins 10 élus au niveau de la circonscription électorale concernée dans laquelle la candidature est présentée, comme le stipule l'article 94 de la loi organique n° 16-10 du 25 août 2016 relative au régime électoral. Sauf qu'au niveau de la direction du MSP, on dit ne pas se fier aux déclarations d'officiels. «Nous attendons une réponse écrite du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à notre interpellation via une question écrite d'un de nos députés», affirmait, hier, Namane Laouer, vice-président du Mouvement. Pour notre interlocuteur, l'on agit au sein du MSP conformément à la nouvelle loi électorale puisque l'on se



L'Alliance de l'Algérie Verte.

prépare depuis des semaines à l'opération de collecte des signatures au niveau de l'ensemble des wilayas du pays.

Cela dit, si cette largesse venait à être confirmée, elle profiterait surtout au mouvement Islah qui se voit ainsi «récompensé», pour son recentrage politique opéré depuis quelque temps.

Une sorte de «cadeau» inespéré pour son éloignement de toutes les démarches de fusion opérées récemment au sein de la mouvance verte, surtout que

l'on voit mal le mouvement, devenu «l'ombre de lui-même» au gré des innombrables scissions et autres purges en son sein, vérifier les dispositions du fameux article 94 du nouveau code portant régime électoral.

Et cette éventuelle entorse à la loi électorale ne bénéficierait pas à l'autre membre de la défunte AAV, le mouvement Nahda. Engagé, en effet, dans un projet de fusion avec le FJD et El Binaa, ce parti ne pourra pas bénéficier de cette largesse du fait qu'il présentera des listes

communes avec les partis que président Abdallah Djaballah et Mustapha Belmehdi lors des prochaines élections législatives sous le label de l'Union pour la nahda, la justice et l'édification, dans une démarche semblable à celle de l'AAV.

Car ce serait un autre nonsens que de faire bénéficier le FJD et El Binaa des 4% de suffrages exprimés lors des législatives d'il y a cinq ans au titre de leur alliance avec Nahda.

## Soufiane Djillali dénonce

Et du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales de permettre aux trois partis politiques que constituent l'AAV de bénéficier chacun, de son côté, de la dispense de la collecte des signatures, ne sont, aux yeux de Soufiane Djillali, que «des arrhes pour l'engagement de ces partis dans les élections».

«Ce n'est là que la partie visible de leur accord», estime encore le président de Jil Jadid qui, pour rappel, est le seul à boycotter le prochain scrutin législatif alors que le Parti des avant-gardes des libertés a opté, lui, pour la non-participation.

M. K.

## EL HADI OULD ALI :

«Les Epic du MJS  
doivent changer  
de stratégie»

«Les établissements publics à caractère industriel et commercial, relevant du ministère de la Jeunesse et des Sports sont appelés à adopter une nouvelle vision fondée sur une gestion rationnelle, rigoureuse et rentable à la fois», c'est ce qu'a souligné en fin de semaine El Hadi Ould Ali à l'adresse des gestionnaires de l'ensemble de ces Epic placés sous la tutelle du MJS. Intervenant pour la circonstance, le

ministre devait inciter les chargés du marketing au sein de ces établissements comme le Pari sportif algérien, l'Office du complexe olympique, le Centre national de loisirs et de sports de Tikjda, l'Agence nationale des activités de loisirs de la jeunesse et le Fonds national de promotion des initiatives de la jeunesse et des pratiques sportives, à œuvrer pour l'utilisation maximale de ces infrastructures et l'amélioration de la qualité de leurs prestations d'autant qu'elles sont susceptibles de générer des recettes dont l'impact est loin d'être négligeable sur leur fonctionnement mais aussi sur le développement des activités qu'elles offrent à l'endroit de la frange juvénile, détaille-t-il.

Le même orateur a, par ailleurs, exhorté les responsables concernés à mieux rentabiliser le patrimoine Epic jusque-là sous-utilisé, sachant que certains espaces du genre pourtant idéalement implantés et suffisamment équipés, n'arrivent pas à optimiser leurs prestations de services.

Mourad Benameur

## UGCAA

Salah Souilah affiche  
sa couleur politique

**C'est sur fond électoral, soit à la veille de la tenue des élections législatives prévues en avril prochain, que s'est déroulée la réunion du conseil national de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA). Son président, M. Salah Souilah, n'a pas hésité à afficher son appartenance politique (FLN), tout en portant des jugements de valeur sur certains ex-ministres du Commerce.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Lors de son intervention devant les membres de son conseil national, le président de l'UGCAA n'a pas caché son appartenance politique. Cette déclaration a été faite lorsqu'il a évoqué la relation qu'entretient son organisation avec les différents ministres qui se sont succédé à la tête du département du commerce.

Selon lui, le seul ministre avec qui il a eu «d'excellentes relations» était M. Djaboub et ce, même s'il est militant du MSP et moi du FLN. Son successeur, lui aussi issu du même parti, n'était pas à

la hauteur, alors qu'Amara Benyounés voulait nous imposer de la politique».

Selon le président de l'UGCAA, «notre organisation est apolitique et son seul objectif est celui de défendre les intérêts des commerçants et artisans ainsi que celui de notre pays l'Algérie». Lors de cette session du conseil national de l'UGCAA, qui s'est tenue à l'hôtel El-Aurassi, il a été question de débattre des perspectives de l'Union dans le nouveau contexte socioéconomique. D'ailleurs, il a tenu, en la circonstance, à inviter, à l'ouverture des travaux, les directeurs généraux de la Casnos et de la SAA.

A ce titre, on apprend que la Caisse nationale des assurances sociales des non-salariés (Casnós) prévoit d'augmenter ses recettes en 2017 à plus de 90 milliards de dinars contre 80 mds DA en 2016.

«La Caisse a généré des recettes de près de 80 milliards de dinars durant les derniers 15 mois (en augmentation de 93% par rapport à la même période de l'année d'avant) et prévoit d'atteindre plus de 90 milliards de DA en 2017», a déclaré M. Acheuk Youcef aux participants de la session du conseil national de l'Union

des commerçants et artisans algériens.

Le même responsable a fait savoir que le nombre global des non-salariés qui ont régularisé leur situation a atteint 1 million de cotisants grâce aux mesures prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2015, et ce, en raison des facilités accordées aux travailleurs non-salariés pour régulariser leur situation auprès de cette caisse.

D'ailleurs, il a fait savoir que durant les trois premières semaines de janvier, près de 10 000 nouveaux cotisants se sont affiliés à la Casnos tandis que le nombre des agriculteurs a représenté 17% de l'ensemble des adhérents à cette caisse en 2016 contre 3% auparavant.

Selon lui, cette caisse est en «bonne santé financière», ce qui lui permet de tenir tous ses engagements à l'égard de ses cotisants en matière de remboursement des frais médicaux et de versement des pensions de retraite. Il a saisi cette opportunité pour plaider auprès des représentants de l'UGCAA la revue à la hausse du taux de cotisations des commerçants et artisans auprès de la Casnos.

A. B.